



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 20 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΑΚΟΥ
219

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Βελιγράδι τὴν 26ην Νοεμβρίου 1980 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 10ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς. 1
- Περὶ λήψεως μέτρων βελτιώσεως τῆς κεφαλαιακῆς διαρρύθμισις καὶ ἐνισχύσεως τῆς οἰκονομικῆς, ἐν γένει, θέσεως βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων. 2
- Περὶ οἰκονομικῆς ἐνισχύσεως κτηνοτρόφων πτηνέων ἐκ θεωρητικῶν κλπ. κατὰ τὸ ἔτος 1981. 3

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ.0544/3036

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ εἰς Βελιγράδι τὴν 26ην Νοεμβρίου 1980 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 10ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ, ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ,
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΓΕΩΡΓΙΑΣ,
ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ,
ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

*Έχοντας υπόψη: 1. Τις διατάξεις τῶν ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπογραφέντων Πρακτικῶν τῆς 2ας, 3ης, 4ης, 5ης, 6ης, 7ης, 8ης καὶ 9ης Συνόδου, ἐγκριθέντων δι' Ὑπουργικῶν Ἀποφάσεων δημοσιευθεισῶν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 106 ΦΕΚ Α' τῆς 30ης Ἰουνίου 1972, 175 ΦΕΚ Α' τῆς 16ης Αὐγούστου 1973, 86 ΦΕΚ Α' τῆς 30ης Ἀπριλίου 1975, 283 ΦΕΚ Α' τῆς 27ης Ὀκτωβρίου 1976, 149 ΦΕΚ Α' τῆς 19ης Σεπτεμβρίου 1978, 143 ΦΕΚ Α' τῆς 12ης Σεπτεμβρίου 1978, 248/6.11.1979 καὶ 104/5.5.1980 ἀντιστοίχως, 2. τὸ κείμενο τοῦ ὑπὸ ἐγκρίση Πρακτικοῦ, ἀποφασίζομεν:

Ἐγκρίνομε ὡς ἔχει καὶ στὸ σύνολό του τὸ εἰς Βελιγράδι τῆς 26ης Νοεμβρίου 1980 ὑπογραφέν Πρακτικὸ τῆς 10ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Διυπουργικῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ὁποῦ το κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴν Γαλ-

λική γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνική ἔχει ὡς ἀκολουθῶς:

Ἀθῆναι, 24 Ἰουλίου 1981

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ ΑΘ. ΚΑΝΕΛΟΠΟΥΛΟΣ
ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΣΤΕΦΑΝΟΣ ΜΑΝΟΣ ΑΡ. ΚΑΛΑΝΤΖΑΚΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

PROCES - VERBAL

De la 10 - ème Session de la Commission Mixte Interministerielle Gréco-Yougoslave.

La Commission Mixte Interministerielle Yougoslave Hellenique a tenu sa 10 ème session à Belgrade du 24 au 26 octobre 1980.

La Delegation Hellenique a été présidée par S.E.M. Stavros Dimas, Ministre sans portefeuille et la Délégation yougoslave par S.E.M. Stojan Matkaliev, Membre du Conseil Exécutif Fédéral.

Les listes des membres des deux Délégations figurent aux annexes I et II de présent Procès-Verbal.

Avant l'ouverture de la session, les 5 Sous-commissions suivantes et un groupe Mixte d'experts se sont réunis à Belgrade.

1. Sous-commission pour les échanges commerciaux
2. Sous-commission pour la coopération industrielle
3. Sous-commission pour l'agriculture
4. Sous-commission pour les transports et les communications
5. Sous-commission pour la coopération scientifique et technique.
6. Groupe mixte d'experts pour l'Oleoduc.

Les deux Parties ont passé en revue l'évolution de leur coopération depuis la dernière Session de la Commission Mixte Interministerielle et sont arrivées aux constatations et conclusions suivantes:

I. ECHANGES COMMERCIAUX.

Les deux Parties ont procédé à un examen approfondi de l'évolution des leurs échanges commerciaux

depuis la 9ème Session de la Commission Mixte Inter-ministerielle tenue en automne 1979

Les deux Parties ont constaté que le volume total de ces échanges pendant l'année 1979, a marqué une augmentation de 14% environ en comparaison à l'année 1978.

La Partie hellénique a exprimé son inquiétude à l'égard du recul qui s'est marqué à nouveau au cours de l'année 1980 dans le domaine des exportations grecques, qui ne couvrent que le 44% des exportations de produits yougoslaves en Grèce. Par conséquent le problème de la balance commerciale reste toujours ouvert.

Les deux Parties ont constaté qu'assez de produits ont cessé d'être exportés, ce qui a influencé défavorablement la structure des échanges commerciaux bilatéraux; Dans ce sens, elles croient qu'il est nécessaire de prendre les mesures appropriées pour remédier à cette situation et contribuer à une diversification plus ample et une évolution plus harmonieuse et équilibrée des échanges commerciaux.

Les deux Parties ont signalé que certains problèmes ont été créés par suite des mesures prises dans les deux pays pour la stabilisation de leurs économies.

Avant en vue le fait de la prochaine adhésion de la Grèce à la Communauté Economique Européenne les deux Parties ont exprimé leur désir et intérêt à continuer de développer et promouvoir les économies futures à l'avantage mutuel.

Trafic frontalier de marchandises.

La Délégation yougoslave a réitéré sa proposition d'examiner la possibilité de conclure un accord sur le trafic frontalier de marchandises et des arrangements directs entre les foires des deux pays, ainsi que de créer une zone libre commune. Elle a exposé tous les avantages qu'à son avis de tels accords présenteraient pour les échanges commerciaux en général et particulièrement dans la région frontalière.

La délégation hellénique a exposé de nouveau les raisons qui ne permettent pas à la Partie hellénique d'accepter de tels accords et arrangements, raisons qui restent toujours valables.

II. COOPERATION INDUSTRIELLE.

Les deux Parties ont constaté que dans la période entre les deux sessions de la Sous-commission pour la coopération industrielle et technique, un certain progrès a été obtenu.

Elles ont noté avec satisfaction, la signature de nouveaux contrats de coopération industrielle entre sociétés helléniques et organisations de travail associées yougoslaves, ainsi que l'avancement des négociations pour de nouveaux contrats dans les divers domaines de l'économie.

Une fois de plus, on a souligné la possibilité de développer la coopération dans le domaine de l'industrie entre les deux pays et ont noté le rôle positif joué par le Ministère de l'Industrie et de l'Energie de la Représentation économique conjointe de la Chambre économique de Yougoslavie à Athènes.

Les deux Parties sont convenues d'intensifier leurs efforts en vue de rechercher des moyens et des possibilités de réaliser un accès conjoint aux marchés tiers.

III. AGRICULTURE.

La coopération dans le domaine de l'agriculture a été fructueuse et notamment sur le plan de la production végétale, à savoir de la culture des céréales. Cette coopération s'est élargie sur la fabrication des plantes

médicinales et aromatiques, ainsi que sur la production des cultures oléagineuses.

Une coopération a été établie, par ailleurs, dans le domaine de l'élevage et surtout celui de la production des ovins.

La coopération dans le domaine de la médecine vétérinaire et de la protection végétale a évolué sans entraves conformément aux conventions en vigueur. La Partie hellénique s'est déclarée prête à envoyer par voie diplomatique les propositions concrètes visant la réalisation des conventions sus-mentionnées. La Partie yougoslave a manifesté sa disposition d'examiner, de son côté, les propositions en question dès qu'elle les aura reçus.

La coopération au niveau de la fabrication de sérums et le vaccins destinés à combattre les maladies contagieuses dangereuses se réalise avec succès.

Les deux Parties sont convenues d'élargir la coopération sur les nouveaux secteurs de la production végétale, de l'élevage, de la pêche d'eau douce, de la production de fourrage, de la transformation des produits agricoles etc.

Un accent particulier a été mis sur la coopération entre les instituts intéressés en vue de promouvoir la production de semence de certaines cultures maraichères et du matériel de multiplication de fruits et de la vigne.

Les deux Parties ont constaté que la coopération était déjà entrée dans une phase où il serait nécessaire de l'intensifier par un rapprochement à long terme se basant sur des programmes concrets de recherche entre les instituts et les organisations scientifiques et de recherche des deux pays. Elles sont convenues de proposer aux instituts intéressés d'établir des programmes spécialisés portant sur les recherches communes relevant des questions d'intérêt mutuel.

VI. COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

Les deux Parties ont noté que les échanges de scientifiques et de chercheurs en 1980 s'étaient accrûs par rapport à l'année 1979. Elles ont relevé avec satisfaction que les échanges réalisés avaient permis, dans plusieurs cas, de parvenir à un accord sur la poursuite des travaux de recherche en commun. En outre, un certain nombre de contacts établis, notamment en matière agricole, devraient pouvoir déboucher sur une coopération à long terme.

L'examen du programme des échanges en 1981 a fait ressortir qu'au sujet d'un certain nombre de thèmes proposés l'accord de principe était déjà acquis concernant la coopération envisagée, alors que pour les autres les deux Parties sont convenues d'examiner, chacune de son côté et de concert avec les institutions scientifiques intéressées, la possibilité de réaliser les missions proposées. Elles se communiqueront, au fur et à mesure, les résultats de cet examen, et au plus tard, dans le délai de deux mois suivant la réception du dossier du scientifique intéressé.

V. COOPERATION DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT.

Pendant les travaux de la 10ème Session de la Commission Interministérielle yougoslavo-hellénique, les autorités compétentes en matière de la gestion des eaux, des deux pays à la base de la proposition qui a été présentée par la Commission Mixte pour l'Etude de la voie navigable entre le Danube et la mer Egée, sont tombées d'accord pour adresser une lettre d'intention au Programme de Développement des Nations Unies, visant à assurer les ressources financières de celui en vue de sa

participation à la réalisation de la Seconde Phase de l'Etude susmentionnée.

VI. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

Les deux Parties ont constaté que le volume du transit de marchandises grecques par les Chemins de fer yougoslaves suit, au cours des deux dernières années une ligne descendante et ont recommandé aux administrations ferroviaires de déployer des efforts pour aboutir à une augmentation du volume de transports; Dans ce sens, les deux Parties ont souligné le besoin de la suppression des goulots d'étranglement dans les deux réseaux de l'électrification de certaines sections, ainsi que de la mise en service de la ligne de train-ferry Volos - Lataquie.

Les deux Parties ont constaté que la divergence de points de vues en ce qui concerne l'établissement de ligne d'autocar reliant les deux pays persiste.

D'autre part, les deux Parties se sont mises d'accord sur le contingent de transports routiers de marchandises entre les deux pays et en transit par leurs territoires, pour l'année 1981.

En ce qui concerne le passage frontalier Stari Dojran - Doirani, les deux Parties sont convenues qu'un groupe d'experts des deux pays s'occupe de l'examen des paramètres techniques et autres nécessaires à la mise en service de ce passage.

Les deux Parties ont constaté que la coopération entre l'Organisme du port de Thessaloniki et la Représentation de la Chambre économique de Yougoslavie est en principe satisfaisante et se sont mises d'accord sur la nécessité d'une amélioration de l'efficacité des services portuaires à Thessaloniki en ce qui concerne le transit de marchandises yougoslaves et d'organiser, à ce but, dans un proche avenir, une réunion des représentants du Port de Thessaloniki, de la Représentation de la Chambre économique de Yougoslavie et des autorités compétentes des deux pays.

VII. OLEODUC.

Les deux Parties ont pris note que le Groupe d'experts a défini, entre la 9^{ème} et la 10^{ème} session de la Commission interministérielle, les fondements sur l'établissement de la documentation technique relative à la construction d'oléoduc et a conclu qu'il est nécessaire de procéder à la mise au point d'un contrat commercial entre les entreprises - maîtres d'ouvrage des deux pays.

La Partie yougoslave a proposé que les représentants des entreprises maîtres d'ouvrage des deux pays se rencontrent au cours du 1^{er} trimestre de l'année prochaine.

La Partie hellénique a réitéré une fois de plus sa position selon laquelle, étant donné que l'oléoduc est un moyen de transport de carburants liquides, sa réalisation devra se faire dans le cadre d'un arrangement d'ensemble à long terme comprenant aussi la question des transports de marchandises.

La Partie yougoslave a pris note de la position hellénique ci-dessus.

IX. TOURISME.

La Commission a exprimé son appréciation pour les travaux de la Commission Mixte pour le développement du tourisme, ainsi que les mesures prises afin de poursuivre l'intensification du mouvement touristique mutuel, de même que pour attirer des touristes de pays tiers.

Dans le but de promouvoir la coopération dans les domaines économique, les deux Parties appuient les efforts des organes compétents des deux pays en vue de simplifier les formalités de visas.

Les deux Parties sont convenues de tenir la prochaine session de la Commission à Athènes dans la deuxième moitié de l'année.

Fait à Belgrade, le 26 novembre 1980 en double exemplaire, en langue française, faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République
Socialiste Federative
de Yougoslavie
STOJAN MATKALIEV

Pour le Gouvernement
de la République
Hellenique
STAVROS DIMAS

ANNEX I.

LISTE DE LA DELEGATION HELLENIQUE

PRESIDENT :

Stavros DIMAS, Ministre sans portefeuille

MEMBRES :

Dimitris MACRIS, Ambassadeur de la Grèce à Belgrade

Petros PAPADAKIS, Directeur Fédéral au Ministère de la Coordination

Charalambos MISTOTAKIS, Directeur Général au Ministère de l'Energie et de l'Industrie

Vasilios KARAVIAS, Directeur au Ministère de la Coordination

Emmanuel STAMATIOU, Conseiller de l'Ambassade, Directeur Adjoint au Ministère des Affaires Etrangères

Teodor CHALKIOPOULOS, Conseiller juridique au Ministère des Affaires Etrangères

Andreas PEPONIS, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Belgrade

Ioannis KARAGEORGAS, Directeur au Ministère des Transports

Matina KOUMENTAKOU, Directeur au Service de la Recherche Scientifique et de la Technologie du Ministère de la Coordination

Michail SKALISTIRIS, Vice-Président de l'Association des Exportateurs Héliéniques

Filotas GIANOTAS, Interprète

ANNEXE II

LISTE DE LA DELEGATION YUGOSLAVE CHEF DE LA DELEGATION :

Stojan MATKALIEV, Membre du Conseil Exécutif Fédéral

MEMBRES :

Krsta JOVANOVIĆ, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Serbie

Milan HROVAT, Membre du Conseil Exécutif de la République Socialiste de Macédoine

Keti COMOVSKA, Président Adjoint du Comité Fédéral pour le Transport et les Communications

Djuro PODUNAVAC, Président Adjoint du Comité Fédéral de l'Energie et l'Industrie

Dusan RADMANOVIC, Conseiller du Président du Comité Fédéral pour l'Agriculture

Kostadin AVRAMEV, Président de Section pour la promotion de coopération économique avec la Grèce auprès de la Chambre Economique de Yougoslavie

Jovan TODOROVIC, Conseiller Economique auprès de l'Ambassade de la RSF de Yougoslavie à Athènes

Zoran NIKOLIN, Directeur de la Représentation Economique Commune de la Chambre Economique de Yougoslavie à Athènes

Petronije STANOJEVIC, Conseiller principal au Secrétariat Fédéral des Affaires Etrangères

Ljiljana ZILOVIC-DJUKIC, Conseiller principal à l'Institut Fédéral de la Coopération Internationale scientifique, éducative, culturelle et technique

ECRETAIRE :

Jerka STOILJKOVIC, Chef de Section au Secrétariat Fédéral du Commerce Extérieur

INTERPRETE :

Kalina KARADZOVA

EXPERTS :

POSTEFANIJA, Vice-Secrétariat de l'Industrie de SR de Macédoine

Slavko SIMONOVIC, Directeur du Département au Comité Fédéral pour le Transport et les Communications

Stanislav RADOSAVLJEVIC, Directeur au MINEL

ΠΡΑΚΤΙΚΟ

της 10ης Συνόδου της Μικτής Έλληνο-Γιουγκοσλαβικής Διυπουργικής Επιτροπής

Η Μικτή Έλληνο - Γιουγκοσλαβική Διυπουργική Επιτροπή πραγματοποίησε τη 10η Σύνοδό της στο Βελιγράδι από 24 έως 26 Οκτωβρίου 1980. Της ελληνικής Αντιπροσωπείας προήδρευσε η Α.Ε. ο Σταύρος Δήμας, Υπουργός άνευ χαρτοφυλακίου και της Γιουγκοσλαβικής Αντιπροσωπείας η Α.Ε. ο Stojan Matkaliev, Μέλος του Όμοσπονδιακού Εκτελεστικού Συμβουλίου.

Οι πίνακες των μελών των δύο Αντιπροσωπειών παρατίθενται στα παραρτήματα I και II του Πρακτικού αυτού.

Πρό της έναρξης της Συνόδου συνήλθαν στο Βελιγράδι οι ακόλουθες 5 Υποεπιτροπές και μία Μικτή όμας έμπειρογνωνών.

1. Υποεπιτροπή εμπορικών ανταλλαγών.
2. Υποεπιτροπή βιομηχανικής συνεργασίας.
3. Υποεπιτροπή γεωργίας.
4. Υποεπιτροπή μεταφορών και συγκοινωνιών.
5. Υποεπιτροπή επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας.
6. Μικτή όμας έμπειρογνωνών για τον Πετρελαιαγωγό.

Τα δύο Μέρη επισκόπησαν την εξέλιξη της συνεργασίας τους από την τελευταία Σύνοδο της Μικτής Διυπουργικής Επιτροπής και κατέληξαν στις ακόλουθες διαπιστώσεις και συμπεράσματα :

I. ΕΜΠΟΡΙΚΕΣ ΑΝΤΑΛΛΑΓΕΣ

Τα δύο Μέρη προέβησαν σε έμπεριστατωμένη εξέταση των εξελίξεων των εμπορικών ανταλλαγών τους από την 9η Σύνοδο της Μικτής Διυπουργικής Επιτροπής που έλαβε χώρα το φθινόπωρο του 1979.

Τα δύο Μέρη διαπίστωσαν ότι ο συνολικός όγκος των ανταλλαγών αυτών κατά το έτος 1979 σημείωσε αύξηση κατά 14 % περίπου σε σύγκριση με το έτος 1978.

Η ελληνική πλευρά εξέφρασε την ανησυχία της για την όπισθοδρόμηση που σημειώθηκε ξανά κατά τη διάρκεια του 1980 στον τομέα των ελληνικών εξαγωγών, οι οποίες δεν καλύπτουν παρά το 44 % του όγκου των εξαγωγών των Γιουγκοσλαβικών προϊόντων στην Ελλάδα. Κατά συνέπεια, παραμένει πάντοτε άνοιχτο το πρόβλημα του έλλειμματος του εμπορικού ισοζυγίου.

Τα δύο Μέρη διαπίστωσαν ότι αρκετά προϊόντα έπαυσαν να εξαγονται, πράγμα το οποίο επέδρασε δυσμενώς στη δομή των διμερών εμπορικών ανταλλαγών. Υπό τις συνθήκες αυτές πιστεύουν ότι είναι απαραίτητο να λάβουν τα κατ'άλληλα μέτρα για να θεραπεύσουν την κατάσταση αυτή και να συμβάλουν σε μία μεγαλύτερη διαφοροποίηση και σε μία περισσότερο αρμονική και ισορροπημένη εξέλιξη των εμπορικών ανταλλαγών.

Τα δύο Μέρη έπασχμαναν ότι τα μέτρα που έλαβαν οι δύο χώρες για τη σταθεροποίηση των οικονομικών τους δημιούργησαν όρισμένα προβλήματα.

Έχοντα υπόψη το γεγονός της προσεχούς προσχωρήσεως της Ελλάδος στην Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα, τα δύο Μέρη εξέφρασαν την επιθυμία και το ενδιαφέρον τους να συνεχίσουν να αναπτύσσουν και να προαγάγουν τις μελλοντικές οικονομικές σχέσεις προς άμοιβαίο όφελος.

Παραμεθόριος κυκλοφορία εμπορευμάτων.

Η Γιουγκοσλαβική Αντιπροσωπεία επανέλαβε την πρότασή της να εξεταστεί η δυνατότητα συνάψεως συμφωνίας παραμεθορίου κυκλοφορίας εμπορευμάτων και άπενθείας διακανονισμών μεταξύ των πανηγύρεων των δύο χωρών ως και της δημιουργίας κοινής ελεύθερας ζώνης. Εξέθεσε όλα τα πλεονεκτήματα τα όποια, κατά τη γνώμη της, θα παρουσίαζαν οι συμφωνίες αυτές για τις εν γένει εμπορικές ανταλλαγές και ειδικότερα στην παραμεθόριο περιοχή.

Η ελληνική Αντιπροσωπεία εξέθεσε έκ νέου τους λόγους οι όποιοι δεν επιτρέπουν στην ελληνική Πλευρά να δεχθεί τέτοιες συμφωνίες και διακανονισμούς, λόγοι οι όποιοι ισχύουν πάντοτε.

II. ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τα δύο Μέρη διαπίστωσαν ότι κατά τη διάρκεια της περιόδου μεταξύ των δύο συνόδων της Υποεπιτροπής για τη βιομηχανική και τεχνική συνεργασία έπετεύχθη κάποια πρόοδος.

Σημείωσαν με ικανοποίηση την ύπογραφή νέων συμβάσεων βιομηχανικής συνεργασίας μεταξύ ελληνικών εταιρειών και Γιουγκοσλαβικών οργανώσεων εταιρικής εργασίας, καθώς και την πρόοδο των διαπραγματεύσεων για την ύπογραφή νέων συμβάσεων στους διάφορους τομείς της οικονομίας.

Για μία ακόμη φορά, ύπογραμμίστηκε η δυνατότητα ανάπτυξεως της συνεργασίας στον βιομηχανικό τομέα μεταξύ των δύο χωρών και σημείωσαν το θετικό ρόλο του Υπουργείου Βιομηχανίας και Ένεργειας της Ελλάδος και της κοινής οικονομικής Αντιπροσωπείας του Οικονομικού Επιμελητηρίου της Γιουγκοσλαβίας στην Αθήνα.

Τα δύο Μέρη συμφώνησαν να έντείνουν τις προσπάθειές τους για την αναζήτηση νέων και δυνατοτήτων πραγματοποίησεως μιας από κοινού προσβάσεως στις τρίτες αγορές.

III. ΓΕΩΡΓΙΑ

Η συνεργασία στον τομέα της γεωργίας ύπηρεζε καρποφόρος και κυρίως στον τομέα της φυτικής παραγωγής, δηλαδή της καλλιέργειας δημητριακών. Η συνεργασία αυτή διευρύνθηκε στην παραγωγή, φαρμακευτικών και άρωματικών φυτών καθώς και στην παραγωγή ελαιούχων φυτών.

Εξάλλου, καθιερώθηκε συνεργασία στον τομέα της κτηνοτροφίας και κυρίως στον τομέα της προβατοτροφίας.

Η συνεργασία στον τομέα της κτηνιατρικής και της προστασίας των φυτών εξελίχθηκε χωρίς εμπόδια σύμφωνα με τις ισχύουσες συμβάσεις. Η ελληνική Πλευρά δήλωσε ότι είναι έτοιμη να αποστείλει δια της διπλωματικής όδου συγκεκριμένες προτάσεις οι όποιες θα αποβλέπουν στην πραγματοποίηση των προαναφερθεισών συμβάσεων. Η Γιουγκοσλαβική Πλευρά εξέδηλωσε τη διάθεσή της να εξετάσει, από πλευράς της, τις προτάσεις αυτές μόλις τις λάβει.

Η συνεργασία στον τομέα της παρασκευής όρων και έμβολίων για την καταπολέμηση των επικινδύνων μεταδοτικών άσθενειών πραγματοποιείται έπιτυχώς.

Τα δύο Μέρη συμφώνησαν να διευρύνουν τη συνεργασία σε νέους τομείς της φυτικής παραγωγής, της κτηνοτροφίας, της άλιείας στα γλυκά ύδατα, της παραγωγής κτηνοτροφών, της μεταποίησεως των άγροτικών προϊόντων κλπ.

Χαράλαμπος ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γενικός Διευθυντής του Υπουργείου Βιομηχανίας και Ένεργειας.

Βασίλειος ΚΑΡΑΒΙΑΣ, Διευθυντής του Υπουργείου Συντονισμού.

Έμμανουήλ ΣΤΑΜΑΤΙΟΥ, Σύμβουλος Πρεσβείας, Υποδιευθυντής στο Υπουργείο Έξωτερικών.

Θεόδωρος ΧΑΛΚΙΟΠΟΥΛΟΣ, Νομικός Σύμβουλος του Υπουργείου Έξωτερικών.

Ανδρέας ΠΕΠΟΝΗΣ, Έμπορικός Σύμβουλος της Έλληνικής Πρεσβείας στο Βελιγράδι.

Ιωάννης ΚΑΡΑΓΕΩΡΓΑΣ, Διευθυντής του Υπουργείου Συγκοινωνιών.

Ματίνα ΚΟΥΜΕΝΤΑΚΟΥ, Διευθύντρια της Υπηρεσίας Έπιστημονικής Έρευνας και Τεχνολογίας του Υπουργείου Συντονισμού.

Μιχαήλ ΣΚΑΛΙΣΤΗΡΗΣ, Αντιπρόεδρος του Συνδέσμου Έλλήνων Έξαγωγέων.

Φιλώτας ΓΙΑΝΩΤΑΣ, Διερμηνέας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II.

ΠΙΝΑΚΑΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Άρχηγός της Αντιπροσωπείας:

STOJAN MATKALIEV, Μέλος του Όμοσπονδιακού Έκτελεστικού Συμβουλίου.

Μέλη:

KRSTA JOVANOVIĆ, Μέλος του Έκτελεστικού Συμβουλίου της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Σερβίας.

MILAN HROVAT, Μέλος του Έκτελεστικού Συμβουλίου της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Μακεδονίας.

KETI COMOVSKA, Αναπληρωτής Πρόεδρος της Όμοσπονδιακής Έπιτροπής για τις Μετατροπές και τις Συγκοινωνίες.

DJURO PODUNAVAC, Αναπληρωτής Πρόεδρος της Όμοσπονδιακής Έπιτροπής Ένεργειας και Βιομηχανίας.

DUSAN RADMANOVIC, Σύμβουλος του Προέδρου της Όμοσπονδιακής Έπιτροπής για τη Γεωργία.

KOSTADIN AVRAMCEV, Πρόεδρος Τμήματος για την προαγωγή της οικονομικής συνεργασίας με την Ελλάδα στο Οικονομικό Έπιμελητήριο της Γιουγκοσλαβίας.

JOVAN TODOROVIC, Οικονομικός Σύμβουλος της Πρεσβείας της Όμοσπονδιακής Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας στην Αθήνα.

ZORAN NIKOLIN, Διευθυντής της Κοινής Οικονομικής Αντιπροσωπείας του Οικονομικού Έπιμελητηρίου της Γιουγκοσλαβίας στην Αθήνα.

PETRONIJE STANOJEVIC, Κύριος Σύμβουλος στο Όμοσπονδιακό Υπουργείο Έξωτερικών.

LJILJANA ZILOVIC - DJUKIC, Κύριος Σύμβουλος στο Όμοσπονδιακό Ίνστιτούτο Διεθνούς Έπιστημονικής Παιδαγωγικής, Μορφωτικής και Τεχνικής Συνεργασίας.

Γραμματείς:

JERKA STOILKOVIC, Τμηματάρχης στο Όμοσπονδιακό Υπουργείο Έξωτερικού Έμπορίου.

Διερμηνεύς:

KALINA KARADZOVA.

Έμπειρογνώμονες:

IRIJA POPSTEFANICA, Υπογραμματεύς του Υπουργείου Βιομηχανίας της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Μακεδονίας.

SLAVKO SIMONOVIC, Διευθυντής της Όμοσπονδιακής Έπιτροπής Μεταφορών και Συγκοινωνιών.

STANISLAV KADOSAVLJEVIC, Διευθυντής της MINEL.

Περί λήψεως μέτρων βελτιώσεως της κεφαλαιακής διαρθρώσεως και ενίσχυσεως της οικονομικής, εν γένει, θέσεως βιομηχανικών επιχειρήσεων.

(Απόσπασμα Πρακτικών της υπ' αριθ. 323/16.7.81 συνεδριάσεως της Νομισματικής Έπιτροπής).

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Η Νομισματική Έπιτροπή, λαμβύτα υπ' όψιν τας αντιμετωπιζόμενας υπό ώριμαμένων βιομηχανικών επιχειρήσεων οικονομικές δυσχερείας και την ανάγκην εξασφαλίσσεως των απαραίτητων κεφαλαίων δια την ενίσχυσιν της οικονομικής, εν γένει, θέσεως των και την ανάπτυξιν της παραγωγικής δραστηριότητος αυτών, άπεφάνισε τὰ κάτωθι:

I. Χρηματοδότησις δια την συμμετοχήν εις τὸ κεφάλαιον βιομηχανικών επιχειρήσεων.

1. Έπιτρέπεται ἡ ἐκ μέρους τῶν ἐμπορικών Τραπεζῶν καὶ τῶν Τραπεζῶν Ἐπενδύσεων χρηματοδότησις φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων δια την συμμετοχήν εις τήν, δι' ἐκδόσεως νέων μετοχῶν, αύξησιν τοῦ μετοχικοῦ κεφαλαίου βιομηχανικῶν επιχειρήσεων λειτουργουσῶν υπό τήν μορφήν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, υπό τοὺς ἀκολουθοῦντος ὅρους καὶ προϋποθέσεις:

α) Εἰς πάσαν περίπτωσιν χρηματοδότησεως δάτει τῆς παρούσης ἀποφάσεως, ἡ συμμετοχή τῶν δανειοδοτουμένων εις τὸ κεφάλαιον τῶν ἀνωτέρω βιομηχανικῶν επιχειρήσεων, (ὡς τοῦτο διὰ διαμορφωθῇ μετὰ τήν αύξησιν του) ὅσον ὅπως ἀνέρχονται εἰς ποσοστὸν 51%, κατ' ἐλάχιστον ὅριον.

β) Τῆς ὡς ἄνω χρηματοδότησεως διὰ τήν ἀγορὰν μετοχῶν δύναται: νὰ τύχουν καὶ ἐργαζόμενοι εἰς τὰς προαναφερθείσας βιομηχανικὰς επιχειρήσεις, μὴ ἱσχύοντος ἐν προκειμένῳ τοῦ ὡς ἄνω (παρ. α) καθοριζομένου ἐλαχίστου ὁρίου συμμετοχῆς τῶν δανειοδοτουμένων εις τὸ μετοχικὸν κεφάλαιον αὐτῶν.

γ) Τὸ ὕψος τῶν δανείων δὲν δύναται, κατὰ περίπτωσιν, νὰ ὑπερβαίνῃ ποσοστὸν 70% τῆς ἀξίας τῶν πρὸς ἀγορὰν μετοχῶν τῆς ἐπιχειρήσεως ἡ ποσοστὸν 80% τῆς ἀξίας αὐτῶν προκειμένου, εἰδικώτερον, περὶ δανειοδοτήσεως τῶν ἐργαζομένων εις τήν ἐπιχείρησιν ὡς ἀνωτέρω (παρ. β).

δ) Ἡ διάρκεια τῶν δανείων ὀρίζεται μέχρι 10 ἐτῶν, περιλαμβανομένης περιόδου χάριτος 2 ἐτῶν, ἡ δὲ ἐξόφλησις αὐτῶν διὰ πραγματοποιήται δι' ἰσοπύσων ἐξαμηνιαίων δόσεων, τῆς πρώτης καταβλητέας μετὰ ἐξάμηνον ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ὡς ἄνω χαριστικής περιόδου.

ε) Τὰ ἀνωτέρω δάνεια διὰ βαρύνονται μετὰ τὸ ἐκάστοτε ἰσχύον ἐπιτόκιον χρηματοδότησεως τῆς βιομηχανίας διὰ παρίας ἐγκαταστάσεις. Οἱ τόκοι τῆς χαριστικῆς περιόδου, κεφαλαιοποιούμενοι, διὰ ἐξοφλοῦνται δι' ἰσοπύσων ἐξαμηνιαίων δόσεων, ἅμα μετὰ τὰς κανονικὰς δόσεις τῶν δανείων.

στ) Ἀπαται νὰ ὑπὸ τῶν δανειοδοτουμένων ἀποκτώμεναι μετοχαὶ τῶν προμηθευσῶν βιομηχανικῶν ἐταιρειῶν διὰ κατατίθενται ὡς ἐνέχυρον εἰς χεῖρας τῆς χρηματοδοτοῦσας Τραπεζῆς μέχρι πλήρους ἐξοφλήσεως τῶν δανείων.

2. Παρέχεται ἡ εὐχέρεια εἰς τὰς χρηματοδοτούσας Τραπεζὰς ὅπως ἀντλοῦν τὰ ἀναγκαῖα διὰ τήν χορήγησιν τῶν ἀνωτέρω δανείων ποσὰ ἐκ τῶν παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος καταθέσεων των διὰ δάνεια μέσης καὶ μακρᾶς προθεσμίας.

II. Ρυθμίσις ληξιπροθέσμων ὀφειλῶν βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων πρὸς Τραπεζὰς.

1. Ληξιπρόθεσμοι ὀφειλαὶ βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων πρὸς Τραπεζὰς, προερχόμεναι ἐκ βραχυπρόθεσμων χρηματοδοτήσεων, αἱ ὁποῖαι ἀποδεδειγμένως διατέθησαν μέχρι 30.6.1981 διὰ παγίας ἐν γένει ἐγκαταστάσεις καὶ ἐξοπλισμόν, δύναται νὰ τυγχάνουν τῶν ἀκολουθῶν ρυθμίσεων:

α) Μετατρέπονται εἰς μακροπρόθεσμα δάνεια διαρκείας μέχρις 8 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ρυθμίσεως (περιλαμβανομένης περιόδου χάριτος ἐνὸς ἔτους), μετὰ ἐπιτόκιον τὸ ἐκάστοτε ἰσχύον διὰ

χρηγήσεις προς την βιομηχανίαν διὰ παγίας εγκαταστάσεις. Οἱ τόκοι τῆς χρονίως περιόδου, κεφαλαιοποιούμενοι, θὰ ἐξοφλοῦνται δι' ἰσοπύων δόσεων ἀπὸ τὰς κανονικὰς δόσεις τῶν δανείων.

ε) Μετατρέπονται εἰς μετοχικὸν κεφάλαιον τῶν ἐν λόγῳ ἐπιχειρήσεων, δι' ἐκδόσεως προνομιστῶν μετοχῶν μετὰ ψήφου (ἐφ' ὅσον προβλέπεται τοῦτο ὑπὸ τοῦ καταστατικοῦ τῶν) ἢ κοινῶν μετοχῶν, ἀναλαμβανόμενων ὑπὸ τῶν δανειστῶν Τραπεζῶν καὶ μέχρι ποσοῦ ἀντιστοιχοῦντος εἰς ποσοστὸν 45% τοῦ συνολικοῦ κεφαλαίου. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην οἱ μέτοχοι τῶν ρηθιστῶν βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων θὰ ἔχουν τὴν εὐχέρειαν ὅπως, ἐντὸς συμφωνουμένης προθεσμίας (οὐχὶ μικροτέρας τῶν πέντε ἐτῶν), ἐξαγοράζουσιν ἀπὸ τὰς δανειστῆς Τραπεζῆς τὰς ἐν λόγῳ μετοχάς. Ὁ τρόπος διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς τιμῆς τῶν οὕτω ἐξαγοραζομένων μετοχῶν θὰ συμφωνεῖται μεταξὺ τῶν μερῶν πρὸ τῆς μετατροπῆς τῶν δανείων εἰς μετοχικὸν κεφάλαιον.

2. Παρέχεται ἡ εὐχέρεια εἰς τὰς Τραπεζὰς ὅπως ἀντλοῦν τὰ ποσὰ ἅτινα ἀντιστοιχοῦν πρὸς τὰς ὡς ἄνω (παρ. II/26) ρυθμιζόμενας (διὰ μετατροπῆς εἰς μετοχικὸν κεφάλαιον) ἀπαιτήσεις τῶν, ἐκ τῶν παρὰ τῇ Τραπεζῇ τῆς Ἑλλάδος λογαριασμῶν καταθέσεων τῶν διὰ δάνεια μέσης καὶ μακρᾶς προθεσμίας. Εἰς περίπτωσιν μὴ ὑπάρξεως ὑπολοίπου εἰς τοὺς ἐν λόγῳ λογαριασμούς τῶν, αἱ Τράπεζαι δύνανται νὰ ἀναχρηματοδοτοῦνται ἀπὸ τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος μὲ ἐπιτόκιον 1% καὶ μέχρι ποσοστοῦ 15% τῶν οὕτω ρυθμιζομένων ἀπαιτήσεων τῶν.

3. Εἰς περίπτωσιν ὑπάρξεως δανειακῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἐν λόγῳ βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων πρὸς πλείονας τῆς μίας Τραπεζᾶς, ἡ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ρύθμισις αὐτῶν θὰ λαμβάνη χώραν κατόπιν συμφωνίας πασῶν τῶν πιστωτῶν Τραπεζῶν.

III. Γενικαὶ Διατάξεις.

1. Καθορίζεται ὅτι τόσον ἡ ἐκτίμησις τῆς ἀξίας ἐξαγορᾶς τῶν μετοχῶν τῶν ἐν θέματι βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων διὰ τὴν ὁποίαν θὰ λαμβάνη χώραν ἢ ἐν παραγρ. I τῆς παρούσης προβλεπομένη χρηματοδότησις, ὅσον καὶ ἡ διαπίστωσις καὶ πιστοποίησις τῆς χρησιμοποίησεως τῶν πρὸς ρύθμισιν βραχυπροθέσμων ὀφειλῶν αὐτῶν διὰ παγίας εγκαταστάσεις (ὡς ἀνωτέρω παρ. II), θὰ ἀνατίθενται εἰς ὁρκωτοὺς Λογιστάς, αἱ σχετικαὶ ἐκδόσεις τῶν ὁποίων θὰ τηροῦνται εἰς τοὺς οἰκείους φακέλλους τῶν δανείων.

2. Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης ἀποφάσεως προβλεπομένων πιστωτικῶν μέτρων διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς κεφαλαιακῆς διαρθρώσεως καὶ τῆς οἰκονομικῆς ἐν γένει θέσεως βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων τελεῖ ὑπὸ τὴν ἀπαραίτητον προϋπόθεσιν ὅτι θὰ διαπιστοῦται ἡ βιωσιμότης αὐτῶν ὑπ' εὐθύνην τῶν δανειστῶν Τραπεζῶν.

Ἡ παρούσα ἀπόφασις δέον ὅπως δημοσιευθῇ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, Τεύχος Α'.

Ἀθήναι, 22 Ἰουλίου 1981

Ὁ Διευθυντὴς
ΜΙΧ. Ν. ΚΥΡΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

(3)

Ἀριθμὸς Ἀποφάσεως 1622

Περὶ οἰκονομικῆς ἐνίσχυσεως κτηνοτρόφων πληγέντων ἐκ θεομηνίων κλπ. κατὰ τὸ ἔτος 1981.

(Ἀπόσπασμα περιληπτικῶν πρακτικῶν τῆς 226ης Συνεδριάσεως τῆς 17ης Ἰουλίου 1981).

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Οἰκονομικὴ Ἐπιτροπὴ λαβοῦσα ὑπόψη :

1. Τῆς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 5 καὶ 29 τοῦ Ν. 400/76 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων».

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 2073/2.7.81 ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ «περὶ λειτουργίας τῆς Οἰκονομικῆς Ἐπιτροπῆς».

3. Τῆς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 4 τοῦ Ν. 1104/1980 «περὶ ἐκπροσωπήσεως τῆς Ἑλλάδος στὶς Εὐρωπαϊκὰς Κοινότητες, ἰδρύσεως Διπλωματικῶν καὶ Προξενικῶν Ἀρχῶν καὶ ρυθμίσεως ἄλλων συναφῶν ὀργανωτικῶν θεμάτων».

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1977/16.1.1981 ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ.

5. Τὰ ὑπ' ἀριθ. 649/29.6.1981 καὶ 650/29.6.1981 Προεδρικά Διατάγματα.

6. Τῆς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 131/74 «περὶ παροχῆς οἰκονομικῶν ἐνισχύσεων στὴν γεωργικὴ κλπ. παραγωγὴ».

7. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 52775/8.6.81 ἐγγραφὴ εἰσήγησιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Γεωργίας.

8. Προφορικὴ εἰσήγησις τοῦ Ὑπουργοῦ Συντονισμοῦ Γ. Σουφλιά.

9. Τὴν διεξαχθεῖσα μεταξὺ τῶν μελῶν τῆς συζήτησιν ἐπὶ τοῦ ἀνωτέρω θέματος, ἀποφασίζεῖ ὁμοφώνως :

Ἐγκρίνει τὴν οἰκονομικὴ ἐνίσχυση, ὡς κατωτέρω, τῶν κτηνοτρόφων ἐκείνων πού ἔχασαν ζῶα ἢ πτηνὰ συνεπείᾳ θεομηνίων καὶ λοιπῶν αἰτίων, καὶ τὴν διάθεσιν, πρὸς κάλυψιν τῶν σχετικῶν δαπανῶν, πιστώσεως πενήντα ἑκατομμυρίων (50.000.000) δραχμῶν ἐκ τοῦ τακτικοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας Φ.40—160 ΚΑ 2111.

1. Δικαιούχοι :

Οἱ προβαίνοντες στὴν ἀγορὰ μονόπλων, βοοειδῶν ἀναπαραγωγῆς καὶ παχύνσεως, αἰγοπροβάτων ἐν γένει, χοίρων ἀναπαραγωγῆς καὶ παχύνσεως, κοινῶν ἀναπαραγωγῆς καὶ παχύνσεως, ὡς καὶ νεοσσῶν ἀναπαραγωγῆς, ἀπλῆς ὠστοκίας καὶ παχύνσεως, σὲ ἀντικατάστασιν :

α) Ἀπωλεσθέντων κατὰ τὸ ἔτος 1981, ὡς ἄνω ζῶων καὶ πτηνῶν, συνεπείᾳ, κεραυνῶν, πλημμυρῶν, ἀνεμοθύελλης, χιονοθύελλης, χιονοπτώσεων, χαλάζης, πυρκαϊᾶς, υπερβολικοῦ ψύχους καὶ καύσωνος, σεισμῶν, κατασπαράξεως ὑπὸ ἀγρίων ζῶων καὶ σιδηροδρομικῶν ἀτυχημάτων.

β) Ἀπωλεσθέντων κατὰ τὸ ἔτος 1981, ὡς ἄνω ζῶων (πλὴν κοινῶν καὶ πτηνῶν) συνεπείᾳ προσβολῆς ἐκ νόσου καθορισθέντων δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας, εἰσηγγέσει τῆς Ὑπηρεσίας Κτηνιατρικῆς, τῶν ὁποίων ἡ ἀντιμετώπιση παρὰ τὴν προσπάθειαν τῆς ἐπιστήμης καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐνδεχόμενων μέτρων, δὲν κατέστη δυνατή.

γ) Σφαγέντων κατὰ τὸ ἔτος 1981 ζῶων ἀναπαραγωγῆς, τῶν ἀνωτέρω εἰδῶν (πλὴν κοινῶν καὶ πτηνῶν), κατόπιν συστάσεως τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας τῆς οἰκείας Νομαρχίας, λόγω ἀνιάτου νόσου (ὀδηγούσης ἀναπότρεπτα στὸ θάνατον τὰ προσβεβληθέντα ζῶα), ὑπὸ τὸν ὅρο ὅτι, ὁ κτηνοτρόφος δὲν εὐθύνεται γιὰ τὴν προσβολὴν τῶν ζῶων τοῦ ἀπὸ τῆς νόσου αὐτῆς.

2. Τὰ στὴν παράγραφο 1 διαλαμβανόμενα, ἔχουν ἐφαρμογὴ ὑπὸ τοὺς κάτωθι περιορισμούς :

α) Προκειμένου περὶ πτηνῶν ἀναπαραγωγῆς, ἀπλῆς ὠστοκίας καὶ παχύνσεως καὶ κοινῶν ἀναπαραγωγῆς καὶ παχύνσεως ἐφόσον αὐτὰ ἀποτελοῦν συγκεκολλημένη ἐκμετάλλευσιν, περιλαμβάνουσα, κατὰ περίπτωσιν, τοὐλάχιστον 200 πτηνὰ ἢ 50 κοινίλους, τὸ δὲ ποσοστὸ τῶν ἀπωλειῶν ὑπερβαίνει τὸ 20% τῶν ἐκτρεφόμενων πτηνῶν ἢ κοινῶν.

β) Προκειμένου περὶ αἰγοπροβάτων, ἐν γένει καὶ χοίρων (ἀναπαραγωγῆς καὶ παχύνσεως), ἐφόσον ταῦτα ἀποτελοῦν συγκεκολλημένον ποίμνιον ἢ ἐκμετάλλευσιν ἀντιστοίχως, μὲ δέκα (10) τοὐλάχιστον αἰγοπρόβατα ἢ χοίρους, κατὰ περίπτωσιν, τὸ δὲ ποσοστὸ τῶν ἀπωλειῶν ὑπερβαίνει τὸ 20% τῶν ἐκτρεφόμενων ζῶων,

γ) Προκειμένου περὶ ἀπωλεσθέντων ζῶων ἐκ νόσων, ἐφόσον ἡ νόσος ἢ οἱ ἀπώλειες δὲν προκλήθησαν ἀπὸ ἀμέλεια ἢ ὑπατιότητα τῶν κατόχων τῶν καὶ ἀνηγγέλθησαν ἐγκαίρως στὴν Ἀρμόδια Κτηνιατρικὴ Ὑπηρεσία τῆς οἰκείας Νομαρχίας, σὲ τρόπο πού νὰ καθίσταται δυνατὴ ἡ διαπίστωση τῶν ἀπωλειῶν.

3. Ύψος ενισχύσεως.

Μέχρι πενήντα τοίς εκατό (50%) της αξίας των αγορασθέντων ζώων ή νεοσσών, σε αντικατάσταση των απωλεσθέντων ή σφαγέντων ζώων ή πτηνών, αφαιρουμένου, στην περίπτωση της σφαγής, του εισπραχθέντος χρηματικού ποσού εκ της διαθέσεως του σφαγίου από την δικαιουμένη οικονομική ενίσχυση.

Το ύψος της συνολικής χορηγούμενης, κατά δικαιούχο, οικονομικής ενισχύσεως, δεν θά υπερβεί το ποσό των τριακοσίων πενήντα χιλιάδων (350.000) δραχμών.

Η ως άνω οικονομική ενίσχυση δύναται να χορηγηθεί και στους κτηνοτρόφους, χοιροτρόφους, πτηνοτρόφους και κονιολοτρώφους των οποίων τα ζώα ή πτηνά απωλεσθέντα εκ των αναφερομένων, ως άνω αιτίων και κατά την διάρκεια του έτους 1980, ως και στους πληγέντες εκ των αυτών αιτίων, ως άνω εκτροφείς.

α) Κατά το έτος 1979 και μη δυνηθέντες να αντικαταστήσουν τα απωλεσθέντα ζώα ή πτηνά, συνεπεία εκδοθεισών απαγορευτικών Νομαρχιακών αποφάσεων για προστασία του ζωικού κεφαλαίου εκ μεταδοτικών νοσημάτων και

β) Κατά το έτος 1979 και καταθέσαντες εμπρόθεσμα αίτηση στην αρμόδια Περιφερειακή Υπηρεσία του Υπουργείου Γεωργίας, περί αντικαταστάσεως των απωλεσθέντων ζώων, ή πτηνών, προκειμένου να τύχουν της προβλεπόμενης οικονομικής ενισχύσεως.

Η εν λόγω οικονομική ενίσχυση παρέχεται στους ανωτέρω κτηνοτρόφους υπό την προϋπόθεση ότι, η προκληθείσα ζημία δεν καλύπτεται ασφαλιστικώς από τον ΟΓΑ και ότι ο ζημιωθείς κτηνοτρόφος δε, έτυχε οικονομικής ενισχύσεως από άλλη πηγή.

4. Τα με την παρούσα απόφαση εγκρινόμενα ποσοστά επί τοίς εκατό και τα ποσά οικονομικής ενισχύσεως, προσαυξάνονται κατά 25% (επί των ποσοστών ή ποσών) για τους δικαιούχους οικονομικής ενισχύσεως των περιφερειών που εντάσσονται στην περιοχή Ε' βάσει των Νόμων 289/76 και 849/78.

5. Η αναγκαιούσα προς τον σκοπό αυτό πίστωση εκ δρχ. 50.000.000 θά βαρύνει τις πιστώσεις του Υπουργείου Γεωργίας υπό ΚΑ 40/160/2111 όπου και έχει προβλεφθεί.

6. Τυχόν διευκρινήσεις και οδηγίες κατά την εφαρμογή της παρούσης παρέχονται από το Υπουργείο Γεωργίας.

Η παρούσα ή οποία ισχύει από 1.1.81 μέχρι 31.12.81 να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος

Τα Μέλη

Αθήναι, 7 Αυγούστου 1981

Ακριβές Αντίγραφον
Ο Γραμματέας κ.ά.α.
ΑΡ. ΦΩΚΑΣ